

## Chapitre 1

# Vue d'ensemble

Cette *Vue d'ensemble* évalue tout d'abord l'importance relative globale du secteur agricole dans les huit économies non membres de l'OCDE examinées. Il s'agit de trois grands pays en développement (Afrique du Sud, Brésil et Inde), quatre anciennes économies à planification centrale (Bulgarie, Roumanie, Russie et Ukraine), ainsi que de la Chine, qui combine certaines caractéristiques de ces deux groupes. Vient ensuite une analyse des principaux facteurs de changement, qui permet de décrire le cadre de l'action publique. La réponse politique apportée en termes de réformes et de nouvelles initiatives gouvernementales est alors évaluée sur la base des mesures de soutien standard de l'OCDE (ESP/EST; se reporter à l'annexe A pour de plus amples détails). Enfin, cette section propose des observations et recommandations générales. Ce sont généralement ces deux derniers éléments qui intéressent le plus les décideurs publics – en l'occurrence, une évaluation des différentes approches adoptées face à des problématiques et des situations économiques souvent similaires. Les enseignements tirés par l'OCDE des réformes menées dans les pays membres, ainsi que dans un nombre croissant d'économies non membres, donnent à penser que l'efficacité, l'efficience et les retombées des différentes mesures agricoles varient considérablement.

## L'agriculture dans l'économie

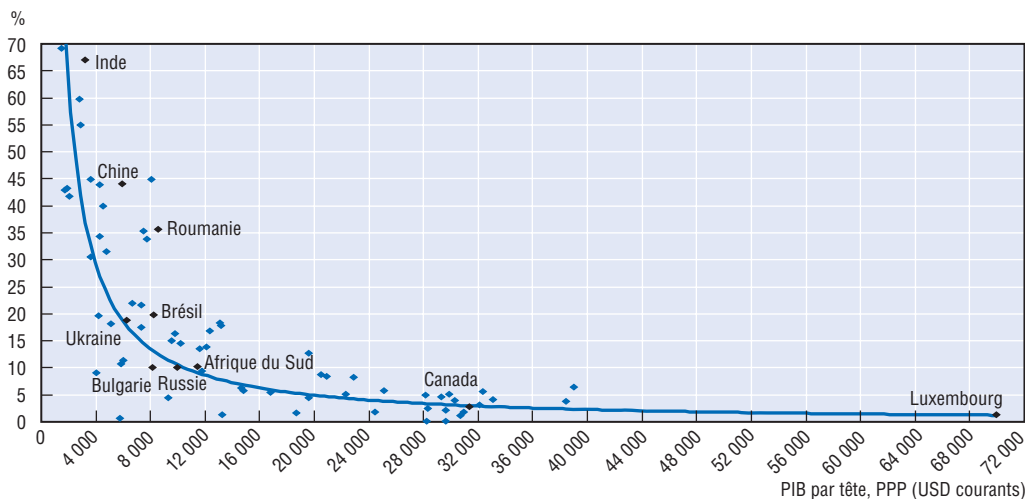
L'importance relative du secteur agricole dans l'ensemble de l'économie est l'un des principaux facteurs déterminant la place accordée à la réforme des politiques agricoles parmi les priorités politiques d'un gouvernement. Dans les pays examinés, la structure du secteur agricole a énormément changé au cours des vingt dernières années et continue d'évoluer rapidement par rapport à la majorité des pays de l'OCDE. Il est donc d'autant plus important de procéder à une étude régulière des résultats du secteur et de l'efficacité des politiques associées.

Les huit pays considérés représentent 44 % de la population mondiale et 30 % de la production agricole. Ils produisent plus de 40 % des céréales et de la viande, et plus de la moitié de l'ensemble des fruits et légumes. L'essentiel de la production est consommé par la population de ces pays, le groupe des huit pays représentant moins de 10 % des échanges agroalimentaires mondiaux. Les présentations graphiques suivantes permettent de saisir rapidement l'importance relative du secteur agricole de chacun de ces pays (pour de plus amples informations, se reporter à l'annexe B).

### **L'agriculture demeure un grand secteur d'emploi**

La comparaison de la part de l'agriculture dans l'emploi total, ainsi que dans le PIB par rapport au PIB par tête dans un grand nombre de pays permet de construire un indice approximatif de développement (graphiques 1.1 et 1.2). De façon générale, plus un pays est développé (PIB par tête élevé), plus l'importance relative de l'agriculture est faible. De fait, dans le cas des pays pris en compte, l'agriculture représente une part disproportionnée de l'emploi, ce qui indique que la productivité de la main-d'œuvre y est faible et que l'agriculture joue un rôle tampon sur les marchés du travail. Ces observations reflètent la nature duale de

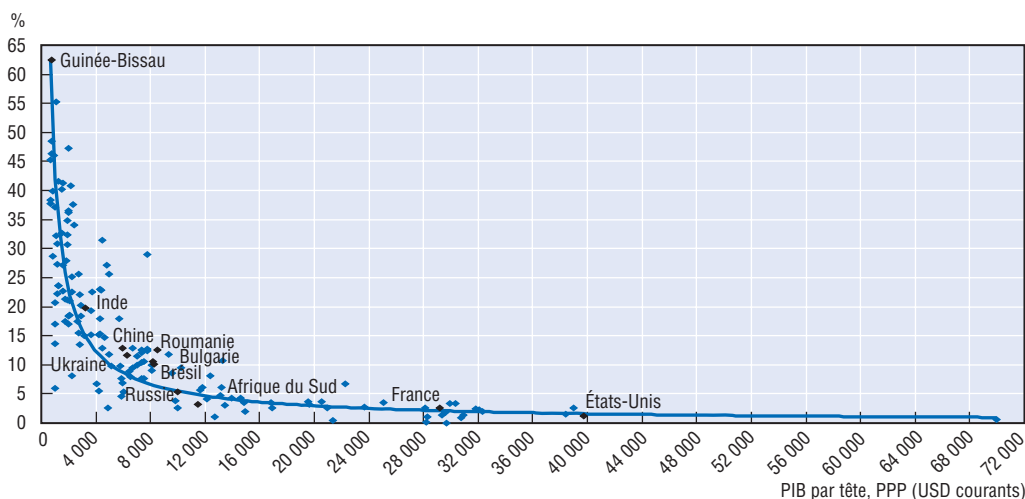
Graphique 1.1. **Part de l'agriculture dans l'emploi total par rapport au PIB par tête, moyenne 2003-05**



Source : Banque mondiale, World Development Indicators, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/366766384414>

Graphique 1.2. **Part de l'agriculture dans le PIB par rapport au PIB par tête, moyenne 2003-05**



Source : Banque mondiale, World Development Indicators, 2006.

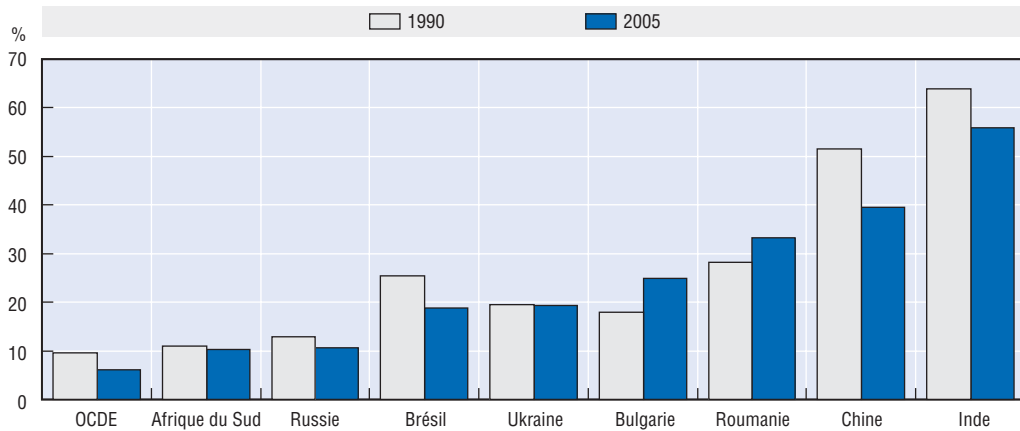
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/121582651624>

l'agriculture dans tous ces pays, c'est-à-dire la coexistence de quelques grandes exploitations et d'un nombre élevé de petits exploitants relativement peu productifs.


En conséquence, les pays étudiés contrastent fortement avec les pays membres de l'OCDE, puisque la part de leur secteur agricole dans l'emploi total y est beaucoup plus élevée (graphique 1.3). Néanmoins, le secteur agricole a connu des réductions de main-d'œuvre, qui ont été particulièrement rapides en Chine et en Inde, où la forte croissance économique et quelques réformes du marché du travail ont ouvert des opportunités d'emploi en dehors de l'agriculture. Pourtant, celle-ci demeure une source d'emploi particulièrement importante dans tous ces pays. À l'inverse de la baisse tendancielle observée dans la plupart de ces pays, la part de l'emploi agricole est en augmentation en

Bulgarie, en Roumanie et en Ukraine, ce qui reflète la lenteur du processus de réajustement économique, ainsi que la mise en œuvre de mesures gouvernementales spécifiques en faveur de la réforme agraire et du développement des petites exploitations agricoles.

Graphique 1.3. **Part de l'agriculture dans l'emploi total**



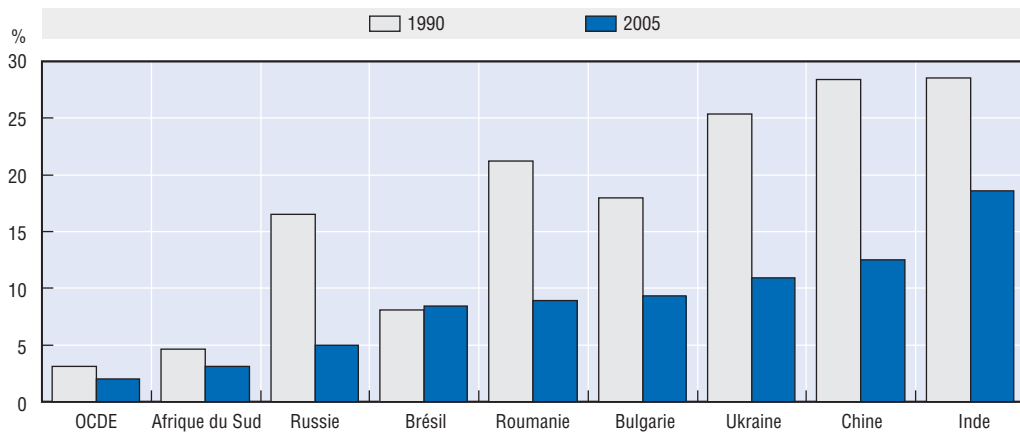
Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; Banque mondiale, World Development Indicators, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/045382032110>


### **Le poids économique de l'agriculture est en recul**

Dans la majorité des pays examinés, l'agriculture est une composante du produit intérieur brut (PIB) beaucoup plus importante qu'elle ne l'est dans les pays de l'OCDE (graphique 1.4). Toutefois, cette part se réduit rapidement à mesure que la croissance des secteurs industriels et des services dépasse celle de l'agriculture. À l'exception du Brésil et de l'Afrique du Sud, la part de l'agriculture dans le PIB a pratiquement diminué de moitié au cours de la période 1990-2005 dans les pays étudiés, ce qui laisse supposer que l'agriculture, qui comptait traditionnellement parmi les grandes priorités des gouvernements, pourrait ne plus y figurer au cours des prochaines années. Le Brésil est le seul pays de ce groupe dans lequel la croissance de l'agriculture a été suffisamment forte pour que le secteur conserve son importance relative dans l'économie.

Graphique 1.4. **Part de l'agriculture dans le PIB**

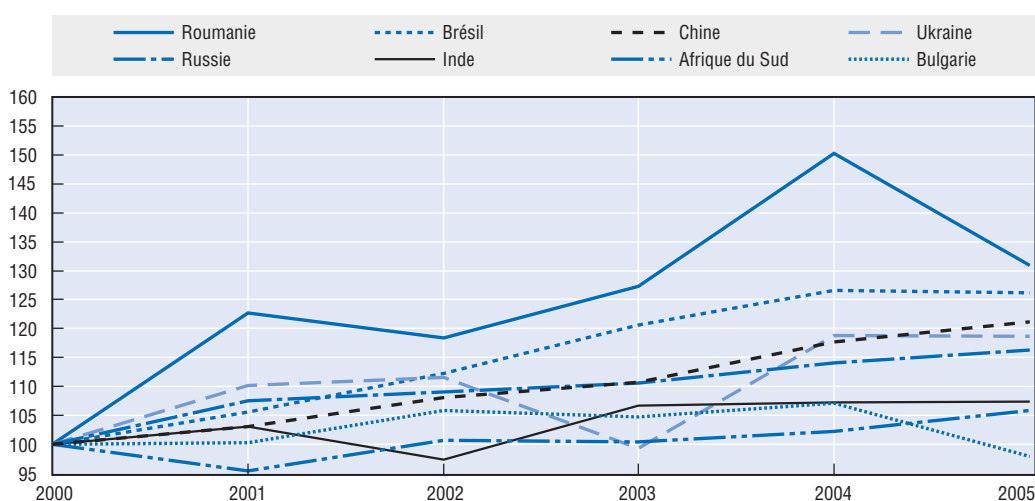


Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; Banque mondiale, World Development Indicators, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541318122664>

La production agricole brute s'est accrue régulièrement depuis 2000, mais généralement pas à un rythme aussi rapide que celui de la croissance de l'ensemble de l'économie (graphiques 1.5 et 1.6). Cette hausse tendancielle sur le long terme s'explique par le développement d'une production à forte consommation d'intrants, une amélioration des technologies et l'accroissement des productions animales. À l'exception du Brésil, la superficie agricole est demeurée stable ou a reculé. Les fortes variations observées d'une année sur l'autre rendent compte des conditions climatiques extrêmes affectant la production. C'est ainsi que les rendements des cultures ont été extrêmement variables au cours des cinq dernières années en Roumanie, en Russie et en Ukraine, ce qui a conduit les autorités de ces pays à prendre différentes mesures de court terme pour tenter de contrebalancer la volatilité des marchés. Le Brésil et la Chine sont en revanche parvenus à obtenir des gains annuels constants de leur production agricole depuis 2000.

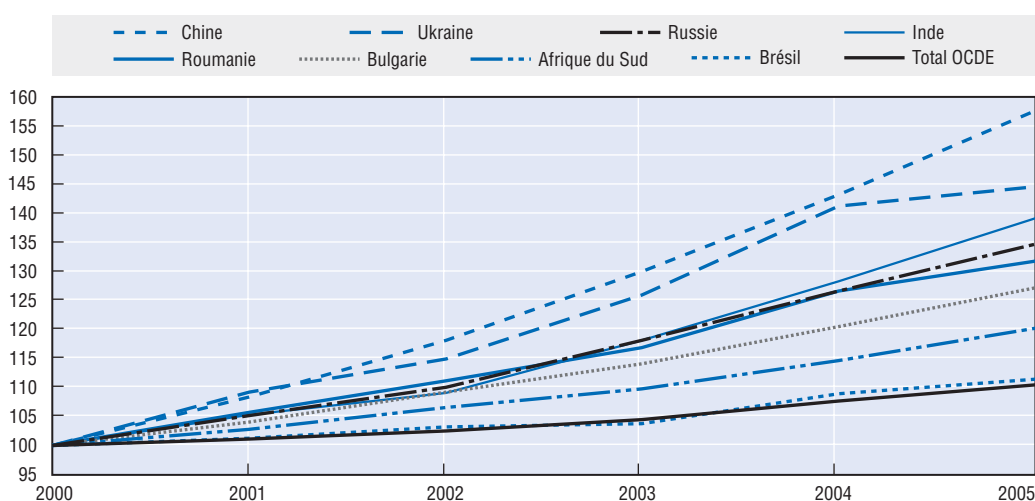
Graphique 1.5. **Production agricole brute, indice 2000 = 100**




Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; FAO, base de données FAOSTAT, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/530452502074>

Graphique 1.6. **Évolution du PIB, indice 2000 = 100**

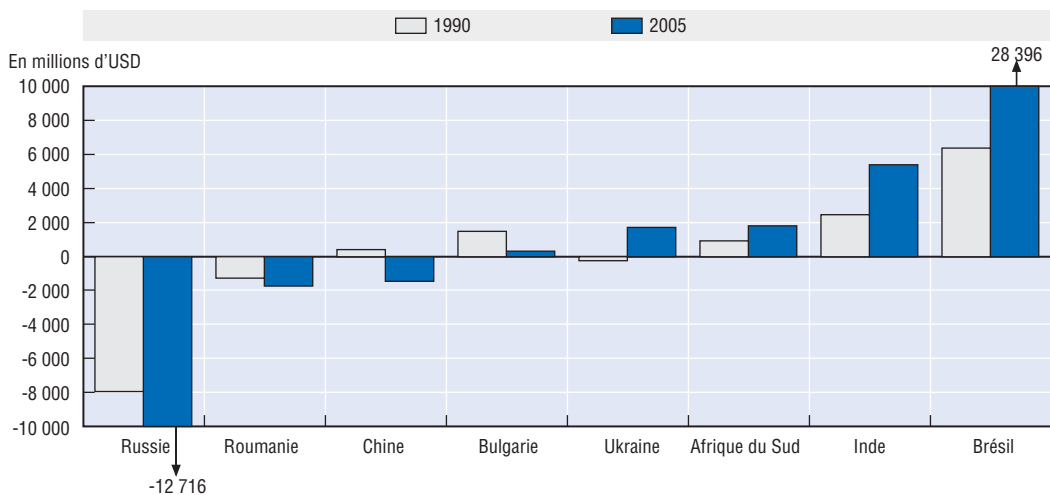


Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; Banque mondiale, World Development Indicators, 2006.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/647417605807>

Si l'on considère la balance commerciale de ces pays, la Roumanie, la Russie et, récemment, la Chine sont des importateurs nets de produits agricoles et alimentaires, le déficit de leurs échanges alimentaires se creusant à mesure que l'augmentation des revenus et l'appréciation de leur monnaie diminuent le coût des importations et que la demande des consommateurs dépasse la croissance de la production alimentaire intérieure (graphique 1.7). Pour la première fois depuis la fin des années 70, la balance des échanges agroalimentaires de la Chine a fait passer ce pays d'une position d'exportateur net à une position d'importateur net en 2004, le gouvernement ayant alors acheté 7 millions de tonnes de blé pour reconstituer les stocks, tandis que les importations de soja et de coton augmentaient brutalement. Exception faite de la Bulgarie, les exportations des autres pays exportateurs nets appartenant à ce groupe se développent, le Brésil étant de loin le pays dont les exportations de produits agricoles et alimentaires augmentent le plus fortement et le plus rapidement (croissance de 13.5 % en 2005).

Graphique 1.7. **Balance des échanges agricoles et alimentaires**



Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; ONU, base de données Comtrade, 2006.

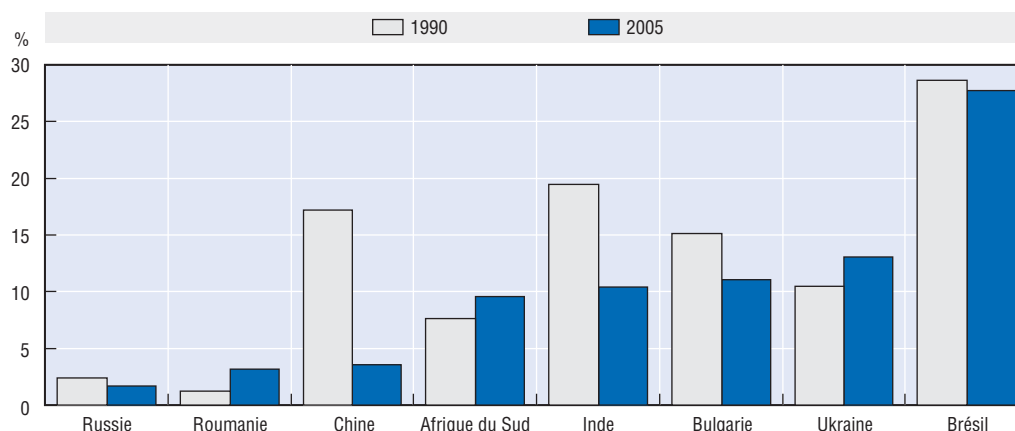
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/057344266857>

Dans cinq des huit pays étudiés, la part des exportations agricoles et alimentaires dans le total des exportations de produits a reculé (graphique 1.8). À l'inverse, cette part s'est accrue en Roumanie, en Afrique du Sud et en Ukraine. Entre 2000 et 2005, les exportations agroalimentaires de la Roumanie ont été multipliées par 2.5. L'Afrique du Sud est l'un des principaux exportateurs mondiaux de vin, de fruits frais et de sucre et un acteur majeur des marchés africains. En ce qui concerne l'Ukraine, ses exportations agroalimentaires ont atteint un niveau record de 1.7 milliard d'USD en 2005. Quant au Brésil, ses exportations agroalimentaires sont demeurées particulièrement importantes, puisqu'elles ont assuré plus d'un quart de l'ensemble des exportations réalisées en 2005.


À environ 5-7 %, la part des importations agricoles et alimentaires dans les importations de produits au cours de la période 1990-2005 a peu varié dans le cas de l'Inde, de l'Afrique du Sud, de la Bulgarie et de l'Ukraine (graphique 1.9). L'important recul de la part des importations agricoles et alimentaires en Chine, au Brésil et en Roumanie et, dans une moindre mesure, en Russie, reflète la rapidité de la croissance des importations de produits non alimentaires qui résulte de la hausse du revenu des consommateurs. Pour ces

pays, la croissance des dépenses de consommation consacrées à des produits importés non alimentaires s'explique par l'appréciation de la monnaie, la hausse des taux salariaux et la réduction du chômage.

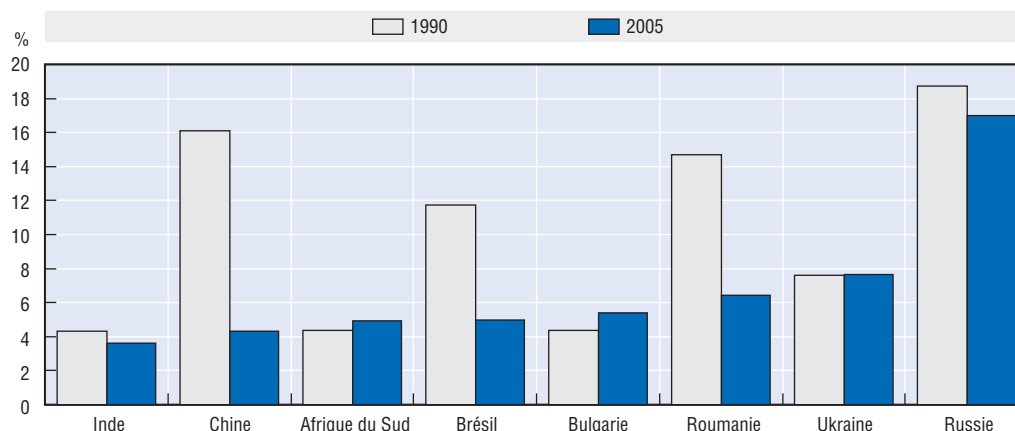
Graphique 1.8. **Part des exportations agricoles et alimentaires dans les exportations totales**



Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; ONU, base de données Comtrade, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/683635572051>

Graphique 1.9. **Part des importations agricoles et alimentaires dans les importations totales**



Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; ONU, base de données Comtrade, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/401837212114>

## Contexte

Cette section examine certains des facteurs de changement influant sur les politiques agricoles des pays étudiés. Du fait que l'agriculture occupe un rôle de premier plan dans chacune de ces économies et qu'elle est étroitement liée à des problèmes tels que le développement rural, la lutte contre la pauvreté et la durabilité des ressources, les décideurs publics cherchent souvent à travers l'agriculture des solutions, tout au moins partielles, aux problèmes sociaux et économiques globaux. Il existe de nombreuses similitudes, mais également plusieurs différences majeures quant aux contraintes subies et aux objectifs poursuivis par les pouvoirs publics de ces huit pays.

La plupart de ces pays ont été incités à engager de profondes réformes grâce à un catalyseur commun, en l'occurrence la détérioration de leur situation macroéconomique, souvent imputable à leurs déficits public et extérieur, ainsi qu'à l'accroissement de l'endettement et de l'inflation qui y est associé. La Chine a été confrontée à des problèmes structurels d'inefficience économique générale. Dans certains cas, des changements politiques majeurs ont apporté une volonté politique de réforme, comme dans le cas de la fin du régime militaire au Brésil, une profonde mutation de l'équipe dirigeante chinoise, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, ou la libéralisation des anciens pays à économie planifiée.

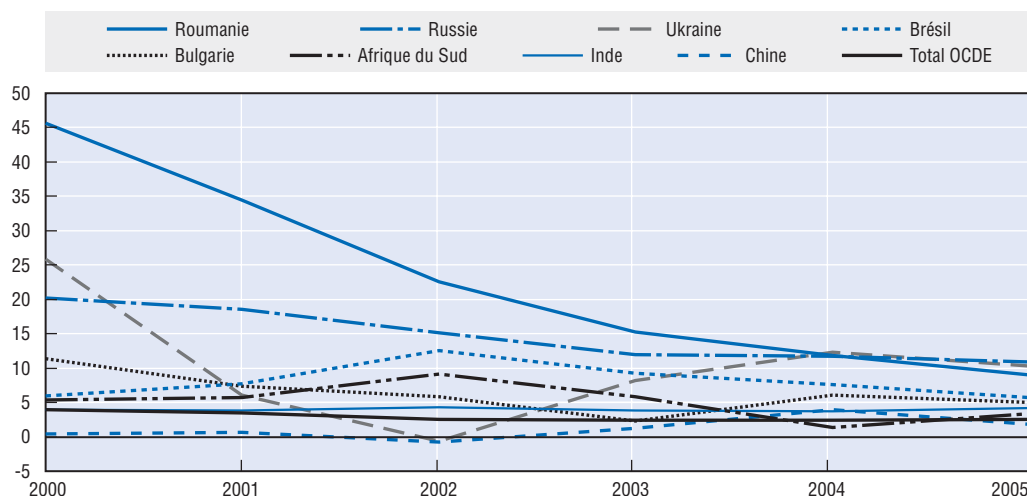
L'orientation des réformes économiques de long terme a été similaire, des économies fermées axées sur l'autosuffisance et la substitution des importations se transformant progressivement en économies plus ouvertes. La libéralisation économique a généralement été large et rapide dans les pays étudiés, même si elle a été plus progressive en Chine et en Inde. Les réformes engagées comprenaient des mesures de déréglementation des marchés et des prix intérieurs, de libéralisation des échanges et de privatisation. Le durcissement des politiques budgétaire et monétaire, souvent combiné à une dépréciation de la monnaie nationale, ont été déterminants pour la stabilité et la croissance économiques. Dans différents cas, de substantiels investissements dans les infrastructures ont permis au secteur privé de capitaliser sur de nouveaux débouchés économiques, même si, jusque récemment, les zones rurales ont été quelque peu négligées.

Tout au long des années 2000, les pays examinés ont bénéficié de politiques macroéconomiques rationnelles, qui ont conduit à une amélioration de leurs fondamentaux, notamment la réduction du niveau de la dette publique, des excédents budgétaires ou des déficits modérés et, dans la plupart des cas, une balance des comptes courants excédentaire. L'essentiel de la croissance est venu des services et de l'industrie, et non de l'agriculture. Récemment, la croissance économique de ces pays a souvent devancé celle des pays de l'OCDE dans leur ensemble, la Chine et l'Ukraine enregistrant les meilleures performances (graphique 1.6). En 2005, la Chine et la Russie ont affiché des excédents record des comptes courants, largement imputables à une balance commerciale excédentaire, bien que, plus récemment, la situation ait été moins favorable. En 2005-06, la hausse du prix du pétrole a entraîné un renversement de la conjoncture dans la plupart des pays, même si, en tant qu'exportatrice d'énergie, la Russie a également bénéficié dans une certaine mesure de cette envolée des prix. La croissance a ralenti au Brésil, où l'investissement et la consommation ont été freinés par des taux d'intérêts réels élevés, tandis qu'en Bulgarie et en Roumanie, la détérioration de la balance commerciale a brutalement contribué à creuser le déficit des comptes courants.


Les pays examinés ont en commun une caractéristique, à savoir les progrès impressionnants qu'ils ont réalisés pour maîtriser l'inflation depuis l'année 2000 (graphique 1.10). Il n'en demeure pas moins que les performances économiques généralement très bonnes qu'ils ont connues au cours de cette période continuent d'exercer des pressions inflationnistes et d'influer sur l'appréciation du taux de change. En 2004-05, la Russie et l'Ukraine ont vu leur inflation atteindre des taux à deux chiffres, tandis qu'ils étaient plus modérés au Brésil et en Afrique du Sud, où ils se sont établis entre 5 et 6 %. En 2006, la Chine a adopté un nouveau régime de change destiné à modérer l'appréciation du yuan. En dépit d'une situation économique globale positive, les taux de chômage sont demeurés très élevés en Bulgarie (18 %) et en Afrique du Sud (26 %), étant entendu que dans tous ces pays, il existe d'importantes disparités régionales et un chômage caché, en particulier dans le secteur agricole.



Graphique 1.10. Inflation, variations en fin d'année des prix à la consommation, en pourcentage



Source : Secrétariat de l'OCDE, 2006; Banque mondiale, World Development Indicators, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/763115348300>

La situation budgétaire s'améliorant, les gouvernements ont cherché à s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux en accroissant les dépenses consacrées aux programmes agricoles. Au Brésil, les initiatives lancées en 2005-06 ont eu pour objectif d'atténuer l'effet de ciseaux subi par l'agriculture et d'opérer des transferts financiers au profit des familles pauvres. La lutte contre la pauvreté, conjuguée à la sécurité alimentaire, est la principale priorité du plan quinquennal en vigueur en Inde. Le gouvernement chinois a alloué davantage de ressources budgétaires aux zones rurales, tandis qu'une nouvelle loi ukrainienne adoptée en 2005 prévoyait d'augmenter le soutien budgétaire à l'agriculture. De son côté, l'Afrique du Sud a accru les dépenses consacrées aux programmes de réduction de la pauvreté et du chômage. Quant à la Russie, elle a instauré un nouveau plan d'action national sur deux ans, qui augmente le soutien accordé au secteur agroalimentaire, l'objectif étant notamment de stimuler le secteur national de l'élevage. La réforme agraire constitue un autre axe commun de l'action publique de ces pays (encadré 1.1).

Dans tous les pays examinés, les gouvernements se sont engagés à améliorer le bien-être d'un grand nombre de petits exploitants. Les objectifs spécifiques peuvent cependant varier : accroissement des revenus agricoles, lutte contre la pauvreté, création d'exploitations commercialement viables, intégration des petites exploitations dans des chaînes d'approvisionnement nationales en évolution rapide, et développement de débouchés non agricoles dans les zones rurales.

Plusieurs facteurs de changement sont spécifiques à certains pays. Ainsi, les principales évolutions de la politique agricole menée par la Bulgarie et la Roumanie étaient liées à la préparation de l'adhésion de ces pays à l'Union européenne (UE) en janvier 2007, ainsi qu'aux mesures d'urgence destinées à remédier aux aléas climatiques et à l'apparition de foyers de maladies animales. La Russie et l'Ukraine parviennent aux derniers stades du processus d'adhésion à l'OMC, ce qui nécessite d'harmoniser leur cadre législatif aux règles et normes de cette organisation. Leur adhésion est prévue pour 2007, mais certaines questions agricoles concernant le soutien interne, les subventions à l'exportation et la protection à la frontière ne sont pas encore réglées. Afin d'accroître leurs

### Encadré 1.1. Réformes agraires

Les réformes agraires engagées dans les pays examinés l'ont été dans des contextes économiques et sociaux très différents et avec des objectifs très divers. Les contraintes – historiques, économiques, politiques, sociales et institutionnelles – varient d'un pays à l'autre. Néanmoins, il existe une caractéristique commune aux réformes agraires entreprises dans tous ces pays, à savoir qu'il s'agissait au départ d'une tentative de transférer aux petits exploitants des droits sur tout ou partie des terres agricoles appartenant à de grandes unités de production privées ou collectives. Dans les pays en développement (Brésil, Afrique du Sud et Inde), ces transferts étaient censés améliorer l'équité sociale et réduire la pauvreté. Dans les anciens pays à économie planifiée (Chine, Russie, Ukraine, Bulgarie et Roumanie), ils faisaient partie intégrante d'une transition plus générale vers une économie de marché.

Alors que dans tous les anciens pays à économie planifiée, les gains d'efficience résultant d'une meilleure définition des droits fonciers ont joué un rôle important, les modalités de mise en œuvre des réformes agraires ont différé dans chacun d'entre eux. En Chine, les réformes ont reposé sur une distribution égalitaire des droits d'usage des terres à l'ensemble des familles rurales, tandis qu'en Bulgarie et en Roumanie, elles ont été fondées sur la restitution des droits de propriété foncière à leurs anciens titulaires, et en Russie et en Ukraine, sur une distribution égalitaire des droits de propriété foncière aux ruraux, en activité ou à la retraite, les grandes exploitations étant cependant préservées grâce à la location des terres à leurs nouveaux propriétaires. Dans certains cas – Inde, Chine, Roumanie et, dans une certaine mesure, Bulgarie – les réformes ont abouti à un morcellement des exploitations agricoles, ce qui a conduit les pouvoirs publics à envisager des mesures encourageant l'agrandissement des exploitations pour en faire des entreprises économiques plus viables. Le bref synopsis qui suit rend compte des réformes agraires engagées dans les pays examinés, en privilégiant le Brésil et l'Afrique du Sud, où les actions de réforme sont plus récentes.

Le **Brésil** est un des pays où la répartition des terres est la plus inégalitaire du monde. Vers le milieu des années 90, cette question est devenue préminente compte tenu des pressions croissantes exercées par les paysans sans terre. Aujourd'hui, le Brésil met en œuvre son deuxième Plan national de réforme agraire, qui vise globalement à intégrer les ménages les plus démunis dans le processus général de développement économique. Parmi les principales dispositions de ce programme figurent l'installation des paysans sans terre sur des surfaces confisquées, achetées ou mises en valeur par l'État; l'offre de prêts à faible taux d'intérêt pour acquérir des terres; et le financement des investissements liés aux infrastructures et aux communautés. Parallèlement, a été mis en place le Programme de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF), qui s'adresse aux petits propriétaires-exploitants et accorde un soutien plus ou moins important aux activités agricoles, par exemple par le biais d'un certain nombre de lignes de crédit préférentiel pour les investissements et la trésorerie, la transformation et la commercialisation. Ce programme comporte également un volet éducation et un volet vulgarisation. Les dépenses consacrées à la réforme agraire et au soutien de l'agriculture familiale ont augmenté depuis 2003, année où le gouvernement récemment élu a déclaré que sa principale priorité politique était l'éradication de la pauvreté.

En **Afrique du Sud**, la réforme agraire prévoit la restitution des terres aux personnes qui en avaient autrefois été dépossédées par une législation discriminatoire. Cette restitution peut revêtir différentes formes : allocation de parcelles, compensation financière, ou autres moyens de dédommagement. En 2004, plus de 600 000 dossiers de revendication de

### Encadré 1.1. Réformes agraires (suite)

terres avaient été déposés, dont plus de la moitié concernait des terres situées en zone rurale. La réforme agraire comporte un autre volet, à savoir la redistribution des terres, qui vise en particulier à installer de nouveaux petits agriculteurs noirs sur des exploitations viables situées dans les zones d'agriculture commerciale. Il est prévu de redistribuer quelques 25 millions d'hectares d'ici 2015. Différentes modalités sont prévues à cet effet, en particulier l'acquisition d'une partie du capital social des entreprises agricoles existantes et l'achat d'exploitations grâce à des aides financières. Il existe également un Programme global d'aide à l'agriculture (CASP – Comprehensive Agricultural Support Programme), qui accorde des subventions d'investissement aux agriculteurs installés grâce à la réforme agraire, ainsi que des Plans de soutien micro-financier à l'agriculture sud-africaine (MAFISA – Micro-Agricultural Finance Schemes), qui distribuent des microcrédits aux agriculteurs pratiquant leurs activités sur des terres communales. En outre, d'autres programmes destinés à lutter contre les disparités sociales sont mis en œuvre. Il existe, par exemple, un vaste programme intitulé « Agricultural Black Economic Empowerment », qui a pour objectif l'amélioration des compétences de la population rurale noire et son intégration à l'activité économique générale.

La structure agricole actuelle de l'**Inde**, dominée par de petites exploitations agricoles, est héritée de la réforme agraire opérée après l'indépendance et qui visait initialement à distribuer des terres aux pauvres en limitant la taille de la propriété foncière. Un des objectifs affichés de la politique foncière indienne est l'agrandissement des exploitations pour en faire des unités de production plus grandes et plus viables. Pourtant, le morcellement des exploitations agricoles s'accroît à chaque génération en raison du droit coutumier et successoral, selon lequel une exploitation est divisée entre les membres de la famille. Des initiatives locales ont rencontré un certain succès dans les États du Nord, notamment le Penjab, le Haryana et l'Uttar Pradesh occidental.

En **Chine**, où les réformes antérieures ont fait passer la production agricole du collectivisme à un système agricole de type familial, les terres agricoles sont la propriété des collectifs villageois et sont louées sous contrat à des ménages individuels. Les droits des agriculteurs sur les terres ont été formellement renforcés en étendant la durée des contrats de location à 30 ans, mais ils demeurent faibles en pratique. En particulier, avec les progrès de l'urbanisation et de l'industrialisation, l'insuffisance des compensations offertes pour la perte d'accès à la terre est une cause principale du mécontentement des paysans. Le gouvernement a cherché à durcir le contrôle sur les conversions de terres agricoles à des usages non agricoles, et différentes initiatives législatives ont été lancées afin de protéger les droits économiques des agriculteurs, mais leur mise en œuvre reste limitée.

En **Russie** et en **Ukraine**, le processus précoce de décollectivisation reposant sur la distribution de droits de propriété foncière aux travailleurs ruraux, qu'ils soient en activité ou à la retraite, est achevé. Les citoyens pouvant prétendre à cette redistribution ont reçu des certificats de part de terre, et une vaste majorité d'entre eux ont obtenu des actes officiels confirmant leurs droits de propriété. Toutefois, alors qu'en Ukraine, le processus de délimitation physique des parcelles est pratiquement parvenu à son terme, ce processus n'est envisagé en Russie que pour les cas où un propriétaire foncier souhaite isoler une exploitation familiale. Les transactions foncières sont plus ou moins limitées par la législation en vigueur. Bien que la vente de terres agricoles soit autorisée en Russie, les réglementations et procédures sont complexes, manquent de clarté et sont constamment amendées, alors qu'en Ukraine, les ventes de terres agricoles sont soumises à un moratoire, actuellement prolongé jusqu'à la fin 2006. Tant en Russie qu'en Ukraine, des seuils maximums ont été fixés pour les surfaces détenues par des personnes physiques ou morales.

### Encadré 1.1. Réformes agraires (suite)

Les réformes agraires menées en **Bulgarie** et en **Roumanie** ont mis en jeu deux processus différents : la décollectivisation, essentiellement opérée par le biais d'une restitution, à leurs anciens propriétaires, des terres exploitées par les coopératives, et la privatisation des terres détenues par l'État, qui font l'objet d'une vente, d'une location ou d'une concession. Alors qu'en Bulgarie, ces deux processus sont terminés, les carences législatives de la Roumanie ont conduit à des retards procéduraux, et l'achèvement de la réforme agraire est l'une des priorités du gouvernement en place. La législation foncière a notamment été revue de manière à accélérer les actions en justice concernant la restitution de terres. Dans ces deux pays, le SAPARD, programme de pré-adhésion financé par l'UE, et les politiques structurelles de l'UE menées dans le cadre de la Politique agricole commune, devraient contribuer à l'émergence d'unités de production agricole plus dynamiques.

échanges et en l'absence de progrès concrets dans les négociations se déroulant à l'OMC, tous les pays examinés ont continué de chercher à conclure toute une série d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

Il n'est pas étonnant qu'avec plus d'un tiers de la population mondiale, la sécurité alimentaire soit pour la Chine et pour l'Inde un enjeu majeur. Au cours de ces dernières années, la sécurité céréalière a été la première priorité de la Chine, par l'accroissement des capacités productives. Des objectifs précis sont fixés pour 2010, à savoir 103 millions d'hectares et 500 millions de tonnes de grains (soja inclus). Dans le cas de l'Inde, les principaux objectifs de politique agricole sont l'autosuffisance alimentaire et la lutte contre la pauvreté (afin d'améliorer l'accès à la nourriture). La Révolution verte avait permis des gains importants de production mais, au cours de ces dernières années, les cultures alimentaires – en particulier – stagnent, et la détérioration de la qualité des sols et les pénuries d'eau posent de sérieux problèmes pour l'accroissement ultérieur de la production.

Enfin, les questions agro-environnementales gagnent en importance au Brésil, en Chine et en Inde. Les autorités brésiliennes sont confrontées à un arbitrage difficile entre les avantages économiques apportés par l'expansion de l'agriculture et les avantages environnementaux résultant de la protection des forêts. Cependant, l'avenir de la forêt pluviale amazonienne n'est qu'un problème environnemental parmi d'autres, même s'il est le plus médiatisé à l'échelle de la planète. En effet, l'impact de la consommation d'eau à des fins agricoles sur le niveau des ressources et celui de l'utilisation de pesticides sur la qualité de l'eau font également partie de la problématique posée par le système agricole brésilien.

La Chine cherche les voies et moyens de mieux faire coïncider l'exploitation des ressources avec les intérêts de la société et la durabilité de l'environnement. Les ressources en eau dont la Chine est dotée sont extrêmement faibles et mal réparties, et les pratiques agronomiques à forte consommation d'intrants accélèrent la dégradation des sols. Ainsi que l'a fait apparaître l'*Examen OCDE des politiques agricoles : Chine (OECD Review of Agricultural Policies: China)* publié en 2005, les questions agro-environnementales, et plus particulièrement celles relatives à l'eau, ont été considérées comme une priorité urgente du ministère de l'Agriculture et constitueront l'un des thèmes centraux des travaux en cours pour l'établissement des *Examens environnementaux de l'OCDE – Chine*.

De la même manière, en Inde, la gestion durable des ressources en eau et en sols figure parmi les dossiers environnementaux les plus importants. L'Inde ne compte que 4 % des ressources hydriques mondiales pour 16 % de la population mondiale, et la pénurie d'eau pose un sérieux problème dans de nombreuses régions du pays. De plus, la demande en eau croît rapidement, tant pour des usages agricoles que pour des usages non agricoles. Plusieurs conflits graves entre États sont apparus à propos de la consommation d'eau pour l'agriculture et le développement de l'irrigation grâce à des barrages hydroélectriques multi-utilisations. La dégradation des sols est générale, qu'il s'agisse de l'érosion directe due aux inondations et au ruissellement des eaux de surface, ou d'une consommation excessive d'eau entraînant la salinité et/ou de l'alcalinité des sols.

## Évaluation du soutien

Ce rapport présente les estimations du soutien (encadré 1.2) pour sept des huit pays considérés (car elles ne sont pas disponibles pour l'Inde). Ces estimations servent de base à une évaluation comparative de l'évolution des politiques de chaque pays, dont les fondements sont examinés dans l'encadré 1.3.

### ***Le soutien aux producteurs est relativement faible, mais il a progressé dans plusieurs pays***

Dans tous les cas, le soutien aux producteurs exprimé proportionnellement aux recettes agricoles (ESP en %) est inférieur à la moyenne de l'OCDE pour la période 2003-05, à savoir 30 % (graphique 1.11) – seul l'ESP en pourcentage de la Roumanie et de la Russie dépassent la moitié de la moyenne de l'OCDE. Les exportateurs nets de produits agricoles (Bulgarie, Brésil et Ukraine) affichent des taux de soutien plus faibles que les importateurs nets, mais il existe quelque soit le cas des pressions en faveur d'une protection, étant donné qu'il y a dans chaque pays des producteurs non compétitifs aux prix mondiaux, en concurrence avec les importations. Dans la majorité des cas, le soutien a progressé depuis le milieu des années 90, à l'exception de la Russie et de l'Afrique du Sud, où le soutien était déjà élevé et a baissé de manière peu sensible. En ce qui concerne le Brésil et l'Ukraine, ces producteurs sont passés d'une lourde imposition (entraînant une ESP négative) à une situation où ils bénéficient d'un soutien. Aussi l'évolution du soutien contraste-t-elle avec le léger recul du soutien aux producteurs observé dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. Cette tendance générale s'explique par l'amélioration du contexte macroéconomique, la hausse des prix alimentaires étant plus facilement tolérée par les consommateurs lorsque leurs revenus sont plus élevés, et par ailleurs, les possibilités de transferts budgétaires sont plus importantes lorsque les contraintes pesant sur les finances publiques sont moins lourdes. La Bulgarie et la Roumanie se sont distinguées par la nécessité d'une convergence de l'action publique avec celle de l'UE.

### ***Le soutien des prix du marché est prédominant***

Comme dans la plupart des pays de l'OCDE, le soutien des prix du marché (SPM) est le principal instrument de soutien aux producteurs. Cette forme de soutien passe par des interventions sur les prix intérieurs et des mesures à la frontière, qui créent un écart entre les prix intérieurs et les prix mondiaux. Le SPM est un moyen relativement inefficace d'octroi du soutien aux producteurs (encadré 1.3), mais il est souvent intéressant dans les pays à faible revenu, car il n'impose pas l'utilisation (et peut être une source) de rares fonds budgétaires. Alors que dans les pays de l'OCDE, le recours au SPM et aux subventions à la

### Encadré 1.2. Quantification du soutien à l'agriculture

**L'estimation du soutien aux producteurs (ESP)** mesure les transferts monétaires annuels aux agriculteurs découlant de trois grandes catégories de mesures qui :

- Maintiennent les prix intérieurs des marchandises agricoles à des niveaux supérieurs (et, parfois, inférieurs) aux prix à la frontière du pays considéré (soutien des prix du marché).
- Accordent des paiements aux agriculteurs fondés, par exemple, sur la quantité produite d'un produit de base, la quantité d'intrants utilisée, le nombre d'animaux élevés, la superficie exploitée, une période historique de référence, ou les recettes ou le revenu agricoles (paiements budgétaires).
- Octroient un soutien budgétaire implicite en abaissant le coût des intrants agricoles, tels que les crédits d'investissement, l'énergie et l'eau (recettes budgétaires perdues).

La mesure du soutien résultant des politiques agricoles repose sur les modalités de mise en œuvre effective des politiques – et non sur leurs objectifs ou leurs incidences souhaités. Un point sur lequel il faut véritablement insister est que les estimations du soutien ne prennent pas seulement en compte les paiements budgétaires figurant dans les comptes publics (lesquels sont souvent assimilés par le public à la notion de soutien), mais également les recettes budgétaires perdues, ainsi que l'écart entre les prix intérieurs et les prix mondiaux des biens agricoles – le soutien des prix du marché. Ce dernier élément représente dans bien des pays la composante la plus importante de l'ESP, mais, exprimé en part du soutien total, il diminue depuis quelques années dans de nombreux pays.

**L'estimation du soutien aux consommateurs (ESC)** indique les transferts monétaires annuels aux consommateurs découlant des mesures qui :

- Maintiennent les prix intérieurs acquittés par les premiers consommateurs (mesurés au départ de l'exploitation) à des niveaux supérieurs (taxe implicite à la consommation) ou inférieurs (subvention implicite à la consommation) à ceux des marchés mondiaux à la frontière du pays considéré. Cet indicateur est l'image miroir du soutien des prix du marché accordé aux agriculteurs.
- Accordent des subventions destinées à maintenir les prix des produits consommés par certains groupes d'agents économiques à un niveau plus faible qu'ils ne l'auraient été autrement, comme des aliments bon marché pour les populations défavorisées, les institutions publiques et certains transformateurs.
- La plupart du temps, l'ESC est négative car la taxe implicite à la consommation provenant du soutien des prix du marché surpasse les subventions à la consommation de produits alimentaires.

**L'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)** indique les transferts monétaires annuels à l'agriculture, et non aux producteurs individuels, qui :

- Financent, sur le budget, la fourniture de services tels que la recherche, le développement, la formation, l'inspection, la commercialisation et la promotion.

**L'estimation du soutien total (EST)** indique le coût monétaire global des transferts découlant des mesures prises par un pays et calculé en :

- Additionnant l'ESP, le coût pour les contribuables des subventions à la consommation et de la fourniture de services d'intérêt général, et en déduisant les recettes tarifaires à l'importation.

**Le coefficient nominal de protection (CNP)** est le rapport entre les prix aux producteurs et les prix à la frontière.

**Le coefficient nominal de soutien (CNS)** est le rapport entre les recettes agricoles (soutien compris) et les recettes obtenues sur le marché en l'absence de soutien.

Les indicateurs ESP sont exprimés en termes monétaires absolus (en monnaie nationale, en dollars des États-Unis et en euros) et en termes relatifs – et dans le cas de l'ESP en %, en pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes (paiements de soutien compris) dans chacun des pays pour lesquels des estimations sont calculées. L'ESP en % indique le montant du soutien accordé aux agriculteurs indépendamment de la structure du secteur et du taux d'inflation du pays considéré, ce qui en fait l'indicateur le plus utile et le plus largement accepté pour les comparaisons internationales et temporelles du soutien.

Ces calculs ont pour objectif premier d'établir chaque année les estimations et la composition du soutien et de comparer les tendances entre pays et dans le temps, de manière à suivre et évaluer les progrès de la réforme des politiques à laquelle tous les gouvernements des pays de l'OCDE se sont engagés. Cet exercice de suivi et d'évaluation est complété par l'intégration des indicateurs de soutien dans des modèles visant à informer les décideurs publics des efforts réalisés pour atteindre leurs divers objectifs, ainsi qu'à analyser les effets des différents instruments d'action sur la production, les échanges, les revenus agricoles et l'environnement.

### Encadré 1.3. Évaluation des politiques des pays non membres de l'OCDE

L'OCDE a entrepris une série d'analyses portant sur l'efficacité relatives des instruments de politique agricole pour atteindre leurs objectifs. Ces objectifs peuvent être classés dans deux grandes catégories : augmenter les revenus des ménages agricoles et remédier à diverses défaillances du marché (par exemple, en faisant en sorte que l'environnement soit plus propre qu'il ne l'aurait été autrement). Il est notamment ressorti de ces analyses que les politiques les plus efficaces sont celles qui répondent directement à leurs objectifs et interfèrent le moins possible avec le fonctionnement des marchés. Ces politiques sont dites « orientées par le marché ». C'est ainsi que des paiements ciblés non liés aux décisions de production et de consommation peuvent aider les ménages agricoles beaucoup plus efficacement que des solutions sectorielles, telles que les soutiens des prix et les bonifications de crédit, et permettre une justification claire du soutien, qu'il s'agisse de faciliter l'ajustement ou de fournir des filets de sécurité des revenus aux agriculteurs rencontrant des difficultés majeures pour s'adapter aux marchés concurrentiels. De la même manière, il est généralement plus efficace de corriger les défaillances du marché à la source, par exemple en facturant les coûts pour la collectivité, comme la pollution, et en rémunérant les avantages pour la collectivité que le marché à lui seul ne saurait produire, comme un paysage bien entretenu.

Les principes de l'orientation par le marché ont été affirmés à diverses reprises par les pays membres de l'OCDE. En 1987, les ministres de l'OCDE ont reconnu la nécessité de réduire le soutien à l'agriculture et de restructurer le soutien en faveur de mesures ayant moins d'effets de distorsion sur les marchés. En 1998, ils ont défini un ensemble de principes de réforme des politiques agricoles, ainsi que des critères opérationnels pour les mettre en pratique. En 2002 a été approuvé un Programme de réforme constructif applicable aux politiques agricoles des pays de l'OCDE, qui est conforme aux principes de l'orientation par le marché et relie ces derniers à un ensemble de travaux analytiques les justifiant. Plus récemment, en 2005, les gouvernements des pays membres ont admis que les politiques aidant les pays à atteindre leurs objectifs internes sont tout à fait compatibles avec un engagement de faciliter les échanges agricoles.

Le principe de l'orientation par le marché transparaît dans la méthode de mesure et de classification du soutien à l'agriculture adoptée par l'OCDE. La ventilation de l'ESP en fonction des critères de mise en œuvre de l'action publique correspond à différents niveaux de divergence par rapport à l'orientation par le marché. Les mesures de soutien aux producteurs ayant le plus d'effets de distorsion sont les subventions aux intrants et les soutiens des prix, qui stimulent directement la production, tandis que les autres formes de soutien entraînent moins de distorsions selon qu'elles sont plus ou moins « découplées » des décisions de production. De ce fait, les paiements liés à la superficie cultivée ou au nombre d'animaux effectifs induisent moins de distorsions que le soutien des prix, mais davantage que les paiements au titre de droits antérieurs. Le soutien au secteur agricole qui n'est pas accordé aux producteurs apparaît dans l'estimation de soutien aux services d'intérêt général (ESSG) et comprend de nombreuses dépenses qui peuvent être considérées comme des biens d'intérêt public (comme les dépenses consacrées aux infrastructures rurales). L'ESP et l'ESSG, ainsi que les transferts des contribuables aux consommateurs, s'additionnent pour donner l'estimation du soutien total (EST). L'orientation par le marché est associée à une ESP faible, une composition de l'ESP allant dans le sens de paiements découplés, et une ESSG comprenant des dépenses légitimes au titre des biens d'intérêt public.

L'ESP et les indicateurs associés ont initialement été mis au point pour les pays de l'OCDE. La méthodologie et toute une série d'analyses économiques reposant sur ce système de mesure (y compris celles liant la classification du soutien au sein de l'ESP aux mesures de la divergence par rapport à l'orientation par le marché) ont été acceptées par les pays de l'OCDE. Toutefois, il n'existe pas de processus officiel similaire d'approbation par les pays n'appartenant pas à la zone de l'OCDE, et certains arguments ont été avancés, qui suggèrent que l'analyse reposant sur l'ESP, en particulier la mention en faveur d'instruments entraînant moins de distorsions, pourrait être moins appropriée pour les pays en développement plus pauvres. Qu'en est-il au juste?

En premier lieu, il convient de noter que l'analyse économique de base du fonctionnement des politiques agricoles (en particulier, l'identification des inefficiences associées aux mesures ayant des effets pervers) demeure valable pour tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement. De fait, la mesure et l'analyse utilisées par l'OCDE ont pu être appliquées avec succès à un ensemble hétérogène de pays ; parmi lesquels les pays pris en compte dans ce rapport sur le suivi, les anciens pays à économie planifiée ayant adhéré à l'OCDE (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), ainsi que trois pays ayant le statut de pays en développement à l'OMC (Corée, Mexique et Turquie).

### Encadré 1.3. Évaluation des politiques des pays non membres de l'OCDE (suite)

En second lieu, la distinction entre soutenir l'agriculture par des investissements dans des biens d'intérêt public, et soutenir les revenus des agriculteurs de manière inefficace par le biais d'instruments tels que les soutiens des prix et les subventions aux intrants, revêt une grande importance. En effet, cette distinction est peut-être même plus importante pour les pays en développement, où la fourniture de biens publics indispensables au fonctionnement du système de marché est souvent insuffisante.

Néanmoins, un éventail d'arguments a été avancé, qui s'applique spécifiquement aux pays en développement et est censé nuancer la prescription en faveur de l'orientation par le marché. Parmi ces arguments figurent l'impossibilité d'octroyer un soutien totalement découplé dans les pays pauvres et l'idée selon laquelle les interventions sur le marché pourraient être un moyen de stimuler l'agriculture afin qu'elle se développe au-delà du fragile équilibre auquel parvient l'agriculture de subsistance. Ces questions soulèvent de nombreux débats dans les milieux du développement, lesquels ont eu une incidence sur les pourparlers à l'OMC car les pays en développement ont cherché à obtenir une réduction de leurs obligations, un allongement des périodes de mise en œuvre, des clauses de sauvegarde spéciales pour protéger leurs producteurs, et la légitimation de certaines mesures dans un contexte de développement (par exemple : fournir des intrants subventionnés aux agriculteurs pauvres disposant de faibles revenus et de peu de ressources). Aucun de ces arguments n'invalide les conclusions des analyses menées par l'OCDE, mais ils suggèrent effectivement qu'il peut exister des circonstances dans lesquelles il est nécessaire de recourir à des solutions « de second rang ».

Tenant compte du fait que certains de ces arguments économiques peuvent être nuancés et que les pays non membres de l'OCDE n'ont pas avalisé les résultats des analyses de l'OCDE de la même manière que les pays membres, il existe des cas où les ESP et mesures connexes doivent être interprétées avec davantage de prudence et où l'évaluation des politiques qui y est associée doit être plus circonspecte. L'analyse présentée dans ce rapport sur le suivi prend ces aspects en compte (voir la section 3 de l'annexe A).

Pour de plus amples informations, le lecteur pourra consulter les publications de l'OCDE suivantes :

OCDE (2001), *Market Effects of Crop Support Measures*, Paris.

OCDE (2002), *Incidence et efficacité de transfert en termes de revenu des mesures de soutien à l'agriculture*, Paris.

OCDE (2002), *Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Un programme de réforme constructif*, Paris.

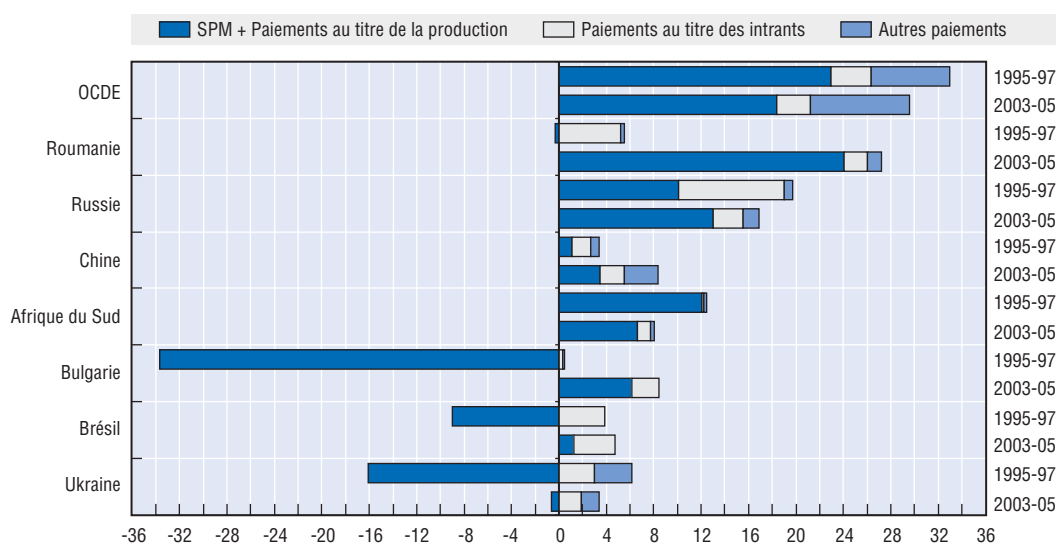
OCDE (2003), *Le revenu des ménages agricoles : Problèmes et réponses*, Paris.

OCDE (2005), *Agriculture et développement : Vers des politiques cohérentes*, Paris.


OCDE (2006), *Réforme des politiques agricole et commerciale : Répercussions potentielles au niveau mondial, au niveau national et sur les ménages*, Paris.

production est en recul en termes absolus comme en proportion du soutien aux producteurs (graphique 1.11), le bilan est quasiment inversé pour les sept pays dont les ESP sont présentées. En effet, le Brésil et l'Ukraine tous deux affichaient un SPM significativement négatif pour la période 1995-97; cette discrimination vis-à-vis de l'agriculture avait pour l'essentiel été supprimée en 2003-05 et, dans le cas du Brésil, remplacée par un modeste soutien. En Bulgarie et en Roumanie, le SPM est voisin de zéro pour la période 1995-97, mais il a brutalement augmenté en 2003-05. La Chine a vu son SPM progresser, reflétant ainsi l'augmentation de l'ESP, tandis qu'en Afrique du Sud, le SPM a baissé, ce qui rend compte de la diminution du soutien aux producteurs. En Russie, le SPM s'est accru tandis que l'ESP chutait, ce qui indique que le soutien repose davantage sur cet instrument et que les autres subventions (notamment celles liées à la restructuration de la dette) ont perdu en importance.



Graphique 1.11. **Composition des estimations du soutien aux producteurs (% ESP)**

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/504022852073>

### Les subventions aux intrants sont conséquentes

De façon générale, les paiements au titre de l'utilisation d'intrants représentent une part plus faible du soutien aux producteurs que le SPM, mais constituent néanmoins la deuxième grande catégorie de soutien, prédominante au Brésil et en Ukraine. Dans le cas du Brésil, le crédit subventionné accordé aux agriculteurs comprend également le report des remboursements de dettes et l'octroi de prêts supplémentaires destinés à compenser les effets de la sécheresse. En Ukraine, ces paiements ont été plus ou moins constants ces dernières années. Pour les différentes années prises en compte, c'est un SPM négatif qui a en fait été prédominant, mais le passage d'une valeur négative à une valeur positive en 2005 signifie que la moyenne enregistrée pour la période 2003-05 a été faible et que, globalement, les subventions aux intrants ont été plus importantes. Ces dernières sont généralement encore moins efficaces que le soutien des prix du marché dans la mesure où elles encouragent la production (encore davantage) et qu'une part non négligeable du soutien est captée par les fournisseurs d'intrants. Par ailleurs, les subventions aux intrants sont fréquemment associées à des conséquences environnementales négatives, puisqu'elles encouragent une surconsommation d'intrants. Par ailleurs, pour les secteurs agricoles relativement sous-développés, les interventions sur les marchés des intrants peuvent compenser les défaillances du marché (comme un octroi sous-optimal de crédit) et sont un moyen de favoriser le passage à des technologies et des méthodes de production plus efficaces. Même s'il s'agit là d'une justification possible d'un soutien ciblé dans les pays pris en compte dans ce rapport, l'ampleur et la structure globale du soutien aux intrants ne correspondent pas à cette justification.

### Des formes de soutien plus découplées apparaissent

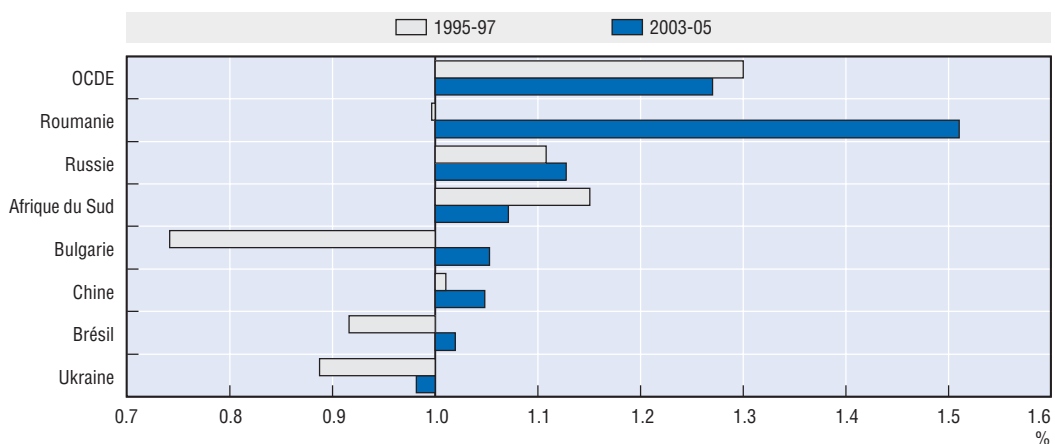
Malgré la prédominance du soutien des prix du marché et des paiements au titre de la production et des intrants, on voit apparaître des formes de soutien davantage découplées. C'est ainsi qu'en Chine, les paiements au titre de la superficie cultivée, cumulés avec les

paiements avec contraintes sur les intrants et avec ceux au titre du revenu global de l'exploitation sont désormais plus importants que les paiements au titre de l'utilisation d'intrants, en Roumanie les paiements au titre de la superficie cultivée ou du nombre d'animaux ont augmenté et l'Afrique du Sud a davantage recours à des paiements au titre du revenu global de l'exploitation que dans les années 90.


### **La protection moyenne du marché est négligeable, mais les produits sensibles demeurent protégés**

Le coefficient nominal de protection des producteurs (CNP), qui représente le rapport entre les prix perçus par les agriculteurs et les prix mondiaux et qui est un indicateur de la protection accordée aux producteurs, est inférieur à la moyenne de l'OCDE pour tous les pays examinés, à l'exception de la Roumanie (graphique 1.12). Le CNP a progressé pour tous les pays, sauf l'Afrique du Sud, où le soutien a reculé. Dans les pays où le CNP était déjà supérieur à un (Chine, Roumanie et Russie), cette évolution implique une augmentation du décalage entre les prix intérieurs et les prix mondiaux, mais dans d'autres cas (Bulgarie, Brésil et Ukraine), elle signifie qu'il existe une correspondance plus étroite entre prix intérieurs et prix internationaux. La tendance de tous ces pays à apporter désormais un soutien aux producteurs à travers les prix se traduit par des ESC négatives (l'ESC de l'Ukraine étant devenue négative seulement en 2005), mais les consommateurs sont en moyenne beaucoup moins taxés que dans les pays de l'OCDE. Dans certains pays, le niveau relativement faible du CNP masque des variations importantes d'un produit à l'autre. C'est par exemple le cas de l'Afrique du Sud, où le CNP moyen est inférieur à 1.1, mais où le CNP pour le sucre dépasse 1.5, de l'Ukraine, où le CNP global implique une taxation implicite des producteurs, alors que le CNP pour la volaille s'établit à 1.8, et enfin, du Brésil, où, avec un CNP moyen dépassant tout juste un, le CNP pour le riz est proche de 1.3.

Graphique 1.12. **Coefficients nominaux de protection des producteurs**



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2006.

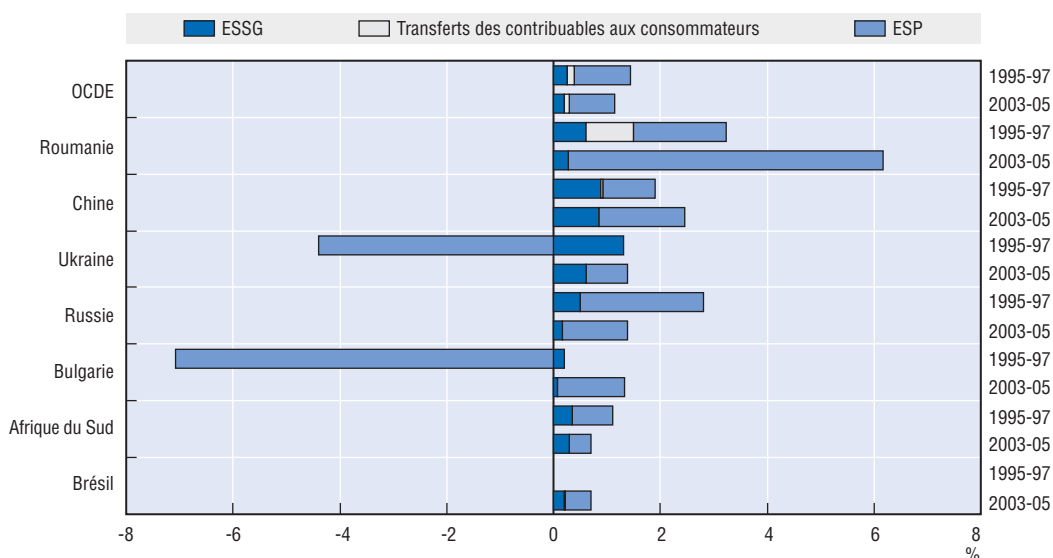
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/554641087378>

### **Les sommes consacrées au soutien aux producteurs pourraient être affectées de manière plus productive aux investissements publics**

Outre le soutien aux producteurs individuels, les pays offrent des services à l'ensemble du secteur agricole. Ce soutien est traduit par l'estimation du soutien aux


services d'intérêt général (ESSG), qui inclut les dépenses allouées à la recherche et développement, à la vulgarisation, aux services d'inspection, à la commercialisation et aux infrastructures. Il s'agit là de domaines d'investissement public potentiellement importants dans la mesure où les retours sur investissement qu'ils procurent aux agriculteurs sont plus conséquents que le soutien des prix ou aux intrants. Néanmoins, les dépenses consacrées aux services d'intérêt général ne représentent qu'une partie minime du soutien dans les sept pays pour lesquels le soutien est calculé. Il est relativement préoccupant de constater que la part de l'ESSG dans le soutien total a diminué dans plusieurs pays, alors que le soutien aux producteurs y a augmenté (graphique 1.13).

Graphique 1.13. **Composition de l'estimation du soutien total (en % du PIB)**



Note : Dans le cas du Brésil, les données pour la période 1995-97 ne sont pas disponibles.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/568424355345>

La valeur totale du soutien accordé au secteur agricole est mesurée par l'EST, qui regroupe l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux consommateurs. Un taux de soutien au secteur agricole déterminé représente une charge plus importante pour les pays à faible revenu et où l'agriculture représente une part plus grande du PIB. C'est ainsi que le poids de ce soutien est extrêmement élevé en Roumanie, à 6 % du PIB (graphique 1.13). En Chine, le soutien total est faible par rapport à la moyenne de l'OCDE, mais il pèse plus lourdement sur l'ensemble de l'économie (plus de 2 % du PIB). Dans d'autres pays, le ratio de l'EST au PIB est inférieur à 2 %, autrement dit il est du même ordre que le ratio moyen observé dans les pays de l'OCDE, ce qui indique que les pays ont tendance à accorder un soutien à leur secteur agricole dans la mesure où ils peuvent se le permettre.

## Observations et recommandations pour l'action publique

*Enseignements apportés par la réforme* : Tous les pays examinés dans ce rapport sur le suivi ont montré qu'il était à la fois possible et avantageux d'engager une profonde réforme des politiques agricoles à condition qu'existent une volonté politique et des pressions économiques suffisantes. L'ampleur, l'étendue et, dans certains cas, la rapidité de la réforme

ont été remarquables. Ce constat s'applique aux pays en développement et aux anciens pays à économie planifiée examinés dans ce rapport. Ces réformes ont permis au secteur agricole de bénéficier d'une plus large croissance économique tout en y contribuant.

Un des principaux enseignements tirés des réformes menées dans ces huit pays est l'importance de rétablir les fondamentaux de l'économie. La stabilité macroéconomique a été la pierre angulaire de la croissance économique. Par ailleurs, le resserrement des politiques budgétaires et monétaires, auquel s'est combinée l'ouverture de l'économie, ont fourni les conditions nécessaires au développement du secteur privé, mais pour capitaliser sur ces réformes, il a fallu améliorer fondamentalement le capital humain, les systèmes réglementaires et les infrastructures. Grâce à cet environnement économique favorable, les agents économiques privés, notamment les exploitants agricoles commerciaux, ont réagi rapidement aux forces du marché. Sur le moyen terme, les réformes des politiques agricoles ont conduit à des niveaux relativement faibles de soutien public et à une plus grande orientation par le marché.

*Évolutions en cours* : La nature relativement ponctuelle des évolutions récentes de l'action publique est en revanche moins positive, car elle n'apporte pas au secteur la prévisibilité indispensable à la prise de décisions commerciales saines. Ce rapport donne plusieurs exemples de dépenses agricoles ponctuelles visant à constituer des stocks ou réglementer les prix, qui ont été suivies par l'instauration de mesures compensatoires gouvernementale l'année suivante.

Il est encore plus déconcertant de constater que le soutien à l'agriculture accordé dans les pays examinés continue d'être dominé par le soutien des prix du marché et les subventions aux intrants, qui sont les instruments d'aide à l'agriculture les moins efficaces et entraînant le plus de distorsions des échanges. De plus, la part du SPM et des subventions intrants dans le soutien total est en augmentation. Ces mesures induisent généralement une mauvaise affectation des ressources et ne sont pas bien ciblées sur les résultats souhaités. Alors qu'il y aurait lieu d'accroître l'investissement public pour renforcer la compétitivité du secteur agricole, les rares ressources budgétaires ont souvent été utilisées de manière inefficace pour soutenir les revenus des producteurs.

*Modification des priorités de l'action publique* : Cependant, dans la mesure où la situation économique et les performances sectorielles se sont améliorées, les priorités des gouvernements concernant l'agriculture ont sensiblement évolué. Les autorités publiques ont en effet pris conscience du fait que la croissance économique ne saurait résoudre à elle seule les divisions économiques et sociales et risque même parfois de les exacerber. Les politiques en vigueur sont à juste titre axées sur des objectifs tels que :

- Réduire l'écart de revenu entre populations rurale et urbaine.
- Intégrer les petits agriculteurs aux marchés.
- Encourager la réaffectation des ressources pour créer des structures agricoles plus efficaces.
- Accroître la compétitivité des produits agroalimentaires sur les marchés nationaux et internationaux.
- Améliorer la gouvernance des institutions en matière de conception et de mise en œuvre des politiques agricoles.
- Mettre en place une gestion durable des ressources en eau et en sols.

Des réorientations ont eu lieu en ce sens. Le présent rapport répertorie les programmes en cours destinés à améliorer les structures agricoles et l'équité par le biais des réformes agraires et du crédit, la mise en place d'infrastructures et de services d'information, et l'amélioration des systèmes réglementaires. Les réformes agraires ont eu en commun un thème permanent, à savoir le transfert des droits fonciers aux petits exploitants, en le conjuguant à un meilleur ciblage des programmes de crédit en faveur de ces bénéficiaires. Elles ont également cherché à mieux cibler le soutien des revenus agricoles sur ceux qui en avaient le plus besoin et à diversifier les activités économiques en zone rurale. Malheureusement, rares sont les données analytiques sur l'efficacité et l'efficience de ces nouvelles initiatives, d'autant que le suivi interne est peu développé dans la plupart des cas.

Le rôle de la croissance agricole dans l'accroissement des revenus ruraux et la lutte contre la pauvreté diffère d'un pays à l'autre en fonction des potentialités et de la structure de l'économie. En effet, les expériences des pays pour lesquels l'OCDE a récemment entrepris des examens des politiques agricoles ont considérablement varié. Au Brésil, la croissance économique a bénéficié à certains agriculteurs pauvres, tandis que d'autres se sont trouvés confrontés à des pressions concurrentielles plus importantes, ce qui les a conduits à migrer vers les zones urbaines ou à devenir de plus en plus dépendants de prestations sociales. En Chine, les débouchés non agricoles locaux, la croissance du secteur agricole et les fonds envoyés par les émigrés ont grandement contribué à réduire la pauvreté rurale, tandis qu'en Afrique du Sud, l'amélioration de l'éducation, des services de santé et des services sociaux situés en zone rurale semble avoir eu un impact plus important sur la pauvreté que la croissance agricole. En Inde, enfin, rien ne prouve pour l'instant que les plans en faveur de l'emploi rural et les vastes dispositifs d'aménagement des infrastructures réussissent à accroître le revenu des ménages ruraux pauvres en diversifiant leurs sources de revenu.

La production de biocarburants, notamment d'éthanol-carburant et de biogazole, est devenue une priorité au Brésil et en Chine pour atteindre leurs objectifs de sécurité énergétique, de protection de l'environnement et de développement rural. La Chine envisage d'augmenter significativement sa production de biocarburants dans le but de satisfaire jusqu'à 15 % de ses besoins énergétiques pour le transport d'ici 2020. De son côté, le Brésil a mis en place plusieurs mesures visant à promouvoir la consommation et la production de biogazole, en particulier les approvisionnements auprès des petits agriculteurs.

*Recommandations d'action* : En ce qui concerne la conception des politiques, les conseillers et décideurs publics des pays examinés seraient bien inspirés de prendre en compte les critères opérationnels approuvés par les ministres de l'Agriculture des pays de l'OCDE en 1998, qui indiquent que les mesures gouvernementales devraient être :

- **Transparentes** : permettant une identification facile des objectifs politiques, des coûts, des avantages et des bénéficiaires.
- **Ciblées** : centrées sur des résultats spécifiques et autant que possible découplées.
- **Adaptées** : fournissant des transferts plus importants qu'il ne faut pour obtenir des résultats clairement identifiés.
- **Flexibles** : reflétant la diversité des situations de l'agriculture, capables de répondre à l'évolution des objectifs et des priorités, et applicables pendant la période de temps nécessaire pour que l'objectif spécifique soit atteint.
- **Équitables** : tenant compte des effets de la répartition du soutien entre secteurs, agriculteurs et régions.

S'agissant de l'orientation de l'action publique, les priorités doivent continuer de privilégier des mesures économiques générales telles que l'amélioration de l'accès à l'éducation dans les zones rurales, des services de soins de santé, de pension et d'autres services de sécurité sociale, ainsi que le renforcement des droits de propriété foncière et des réformes de la fiscalité rurale. En agriculture, l'accent devrait continuer d'être mis sur l'amélioration de la compétitivité et une assistance ciblée à l'ajustement. Il importe d'être conscient qu'à long terme, l'avenir de la plupart des ménages pratiquant une agriculture de semi-subsistance se situe en dehors de l'agriculture, de sorte qu'il est impératif d'adopter des mesures facilitant une diversification des revenus et la valorisation d'activités non agricoles.

## Table des matières

<b>Liste des acronymes et abréviations</b> .....	11
<b>Résumé</b> .....	13
<b>Chapitre 1. Vue d'ensemble</b> .....	15
L'agriculture dans l'économie .....	16
Contexte .....	21
Évaluation du soutien .....	27
Observations et recommandations pour l'action publique .....	33
<b>Chapitre 2. Brésil</b> .....	37
Synthèse des principales évolutions de l'action publique .....	40
Contexte .....	40
Politiques agricoles nationales .....	44
Politiques commerciales agricoles .....	50
Bibliographie .....	51
<b>Chapitre 3. Bulgarie</b> .....	53
Synthèse des principales évolutions de l'action publique .....	56
Contexte .....	56
Politiques agricoles nationales .....	59
Politiques commerciales agricoles .....	66
Bibliographie .....	67
<b>Chapitre 4. Chine</b> .....	69
Synthèse des principales évolutions de l'action publique .....	72
Contexte .....	72
Politiques agricoles nationales .....	78
Politiques commerciales agricoles .....	84
Bibliographie .....	88
<b>Chapitre 5. Inde</b> .....	89
Contexte .....	90
Politiques agricoles nationales .....	95
Politiques commerciales agricoles .....	102
Bibliographie .....	104
<b>Chapitre 6. Roumanie</b> .....	107
Synthèse des principales évolutions de l'action publique .....	110
Contexte .....	110
Politiques agricoles nationales .....	114

Politiques commerciales agricoles.....	121
Bibliographie.....	122
<b>Chapitre 7. Russie</b> .....	123
Synthèse des principales évolutions de l'action publique.....	126
Contexte .....	126
Politiques agricoles nationales.....	133
Politiques commerciales agricoles.....	137
Bibliographie.....	141
<b>Chapitre 8. Afrique du Sud</b> .....	143
Synthèse des principales évolutions de l'action publique.....	146
Contexte .....	146
Politiques agricoles nationales.....	151
Politiques commerciales agricoles.....	154
Bibliographie.....	157
<b>Chapitre 9. Ukraine</b> .....	159
Synthèse des principales évolutions de l'action publique.....	162
Contexte .....	162
Politiques agricoles nationales.....	167
Politiques commerciales agricoles.....	171
Bibliographie .....	174
<b>Annexe A. Quantification du soutien à l'agriculture</b> .....	175
1. Définitions des indicateurs de soutien à l'agriculture développés par l'OCDE ....	176
2. Évolutions récentes des estimations du soutien aux producteurs de l'OCDE ....	177
3. Quantification du soutien à l'agriculture dans les économies non membres : quelques problématiques spécifiques.....	183
<b>Annexe B. Annexe statistique</b> .....	195
 <b>Encadrés</b>	
1.1. Réformes agraires .....	24
1.2. Quantification du soutien à l'agriculture .....	28
1.3. Évaluation des politiques des pays non membres de l'OCDE .....	29
3.1. Le programme SAPARD de l'UE en Bulgarie .....	63
3.2. Mise en place de mesures relevant de la politique agricole commune en Bulgarie.....	65
3.3. Les accords commerciaux conclus par la Bulgarie .....	67
4.1. Pourquoi les agriculteurs chinois font-ils un usage excessif des produits chimiques?.....	75
4.2. Édification de la nouvelle campagne socialiste en Chine.....	79
5.1. Inde : la transition vers le onzième plan quinquennal, (2007-12).....	101
5.2. Les accords commerciaux récemment conclus par l'Inde.....	103
6.1. Le programme SAPARD de l'UE en Roumanie .....	118
6.2. Mise en place de mesures relevant de la Politique agricole commune en Roumanie.....	120



6.3.	Les accords commerciaux conclus par la Roumanie. . . . .	121
7.1.	Projet prioritaire national pour le développement du complexe agro-industriel : Russie . . . . .	136
7.2.	Relations commerciales régionales et bilatérales de la Russie . . . . .	139
8.1.	Les accords commerciaux conclus par l’Afrique du Sud . . . . .	156
9.1.	Accords commerciaux signés par l’Ukraine . . . . .	173
A.1.	Ancienne classification des ESP et autres indicateurs du soutien . . . . .	179
A.2.	Définitions des catégories dans la classification actuelle de l’ESP . . . . .	180
A.3.	Nouvelle classification des mesures entrant dans l’ESP. . . . .	181
A.4.	Définitions des catégories dans la nouvelle classification des ESP. . . . .	182
A.5.	Le rééchelonnement de la dette agricole au Brésil et en Russie . . . . .	188
A.6.	Programmes combinant aide sociale et soutien à l’agriculture. . . . .	190

### Tableaux

2.1.	Brésil : estimations du soutien à l’agriculture . . . . .	39
2.2.	Brésil : volume des achats de produits agricoles, par instrument, 2003-06. . . . .	46
3.1.	Bulgarie : estimations du soutien à l’agriculture. . . . .	55
4.1.	Chine : estimations du soutien à l’agriculture . . . . .	71
4.2.	Utilisation des contingents tarifaires en Chine pour différents produits, 2002-05 . . . . .	87
6.1.	Roumanie : estimations du soutien à l’agriculture . . . . .	109
6.2.	Roumanie : évolution des montants des paiements, 2001-06 . . . . .	115
6.3.	Roumanie : utilisation des fonds SAPARD en mars 2005 . . . . .	117
7.1.	Russie : estimations du soutien à l’agriculture . . . . .	125
7.2.	Contribution des 100 premiers producteurs à la production animale en Russie . . . . .	129
7.3.	Dépenses budgétaires consolidées au titre de l’agriculture de la Russie en 2001-06 . . . . .	137
7.4.	Contingents d’importation de viande de la Russie en 2005-09 . . . . .	138
8.1.	Afrique du Sud : estimations du soutien à l’agriculture. . . . .	145
8.2.	Terres transférées dans le cadre de la réforme foncière en Afrique du Sud . . . . .	153
9.1.	Ukraine : estimations du soutien à l’agriculture . . . . .	161
B.1.	Population, estimations de milieu d’année . . . . .	196
B.2.	Part de l’agriculture dans l’emploi total . . . . .	196
B.3.	Croissance du PIB . . . . .	196
B.4.	Part de l’agriculture dans le PIB . . . . .	197
B.5.	Inflation, variation des prix à la consommation en fin d’année. . . . .	197
B.6.	Indices des prix des intrants agricoles . . . . .	197
B.7.	Indices des prix à la production dans l’agriculture . . . . .	198
B.8.	Indices des prix des produits alimentaires au détail . . . . .	198
B.9.	Taux de change, moyenne annuelle . . . . .	198
B.10.	Balance commerciale des biens . . . . .	199
B.11.	Balance commerciale des produits agroalimentaires . . . . .	199
B.12.	Exportations de produits agroalimentaires . . . . .	199
B.13.	Importations de produits agroalimentaires . . . . .	200
B.14.	Part des exportations de produits agroalimentaires dans les exportations totales . . . . .	200

B.15.	Part des importations de produits agroalimentaires dans les importations totales . . . . .	200
B.16.	Cinq premiers produits agroalimentaires exportés par pays . . . . .	201
B.17.	Cinq premiers produits agroalimentaires importés par pays . . . . .	203
B.18.	Cinq premières destinations d'exportation de produits agroalimentaires . . . . .	205
B.19.	Cinq premiers partenaires d'importation de produits agroalimentaires . . . . .	207
B.20.	Production agricole brute totale . . . . .	209
B.21.	Production agricole brute, production végétale . . . . .	209
B.22.	Production agricole brute, production animale . . . . .	209
B.23.	Production totale de céréales . . . . .	210
B.24.	Production de blé . . . . .	210
B.25.	Production de céréales secondaires . . . . .	210
B.26.	Production totale de viande . . . . .	211
B.27.	Production de viande bovine . . . . .	211
B.28.	Production de viande porcine . . . . .	211
B.29.	Production de lait . . . . .	212
B.30.	Production de quelques produits choisis . . . . .	213
B.31.	Part moyenne du revenu des ménages consacrée à l'alimentation . . . . .	215
B.32.	Consommation alimentaire quotidienne . . . . .	215
B.33.	Consommation annuelle de céréales et produits dérivés . . . . .	215
B.34.	Consommation annuelle de viande et de produits dérivés . . . . .	216
B.35.	Consommation annuelle de lait et de produits laitiers . . . . .	216
B.36.	Superficie totale ensemencée . . . . .	216
B.37.	Superficie ensemencée en céréales . . . . .	217
B.38.	Cheptel bovin . . . . .	217
B.39.	Cheptel porcin . . . . .	217

## Graphiques

1.1.	Part de l'agriculture dans l'emploi total par rapport au PIB par tête, moyenne 2003-05 . . . . .	17
1.2.	Part de l'agriculture dans le PIB par rapport au PIB par tête, moyenne 2003-05 . . . . .	17
1.3.	Part de l'agriculture dans l'emploi total . . . . .	18
1.4.	Part de l'agriculture dans le PIB . . . . .	18
1.5.	Production agricole brute . . . . .	19
1.6.	Évolution du PIB . . . . .	19
1.7.	Balance des échanges agricoles et alimentaires . . . . .	20
1.8.	Part des exportations agricoles et alimentaires dans les exportations totales . . . . .	21
1.9.	Part des importations agricoles et alimentaires dans les importations totales . . . . .	21
1.10.	Inflation, variations en fin d'année des prix à la consommation, en pourcentage . . . . .	23
1.11.	Composition des estimations du soutien aux producteurs . . . . .	31
1.12.	Coefficients nominaux de protection des producteurs . . . . .	32
1.13.	Composition de l'estimation du soutien total . . . . .	33
2.1.	Brésil : évolution du niveau et de la composition de l'ESP . . . . .	38

2.2.	Brésil : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05 . . . . .	38
2.3.	Brésil : évolution de la composition de l'EST . . . . .	38
2.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole du Brésil, 1995-2005 . . . . .	41
2.5.	Échanges agroalimentaires du Brésil, 1996-2005 . . . . .	43
3.1.	Bulgarie : évolution du niveau et de la composition de l'ESP . . . . .	54
3.2.	Bulgarie : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05 . . . . .	54
3.3.	Bulgarie : évolution de la composition de l'EST . . . . .	54
3.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Bulgarie, 1995-2005 . . . . .	57
3.5.	Échanges agroalimentaires de la Bulgarie, 1996-2005 . . . . .	59
4.1.	Chine : évolution du niveau et de la composition de l'ESP . . . . .	70
4.2.	Chine : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05 . . . . .	70
4.3.	Chine : évolution de la composition de l'EST . . . . .	70
4.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Chine, 1995-2005 . . . . .	73
4.5.	Échanges agroalimentaires de la Chine, 1995-2005 . . . . .	77
4.6.	Revenu des ménages ruraux par personne en Chine, 1995-2005 . . . . .	78
5.1.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Inde, 1995-2005 . . . . .	91
5.2.	Échanges agroalimentaires de l'Inde, 1995-2005 . . . . .	95
6.1.	Roumanie : évolution du niveau et de la composition de l'ESP . . . . .	108
6.2.	Roumanie : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05 . . . . .	108
6.3.	Roumanie : évolution de la composition de l'EST . . . . .	108
6.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Roumanie, 1995-2005 . . . . .	111
6.5.	Échanges agroalimentaires de la Roumanie, 1995-2005 . . . . .	113
7.1.	Russie : évolution du niveau et de la composition de l'ESP . . . . .	124
7.2.	Russie : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05 . . . . .	124
7.3.	Russie : évolution de la composition de l'EST . . . . .	124
7.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Russie, 1995-2005 . . . . .	127
7.5.	Termes de l'échange agricole de la Russie : rapport de l'indice des prix perçus et de l'indice des prix payés . . . . .	128
7.6.	Échanges agroalimentaires de la Russie, 1996-2005 . . . . .	132
8.1.	Afrique du Sud : évolution du niveau et de la composition de l'ESP . . . . .	144
8.2.	Afrique du Sud : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05 . . . . .	144
8.3.	Afrique du Sud : évolution de la composition de l'EST . . . . .	144
8.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Afrique du Sud, 1995-2005 . . . . .	148
8.5.	Échanges agroalimentaires de l'Afrique du Sud, 2000-05 . . . . .	151
9.1.	Ukraine : évolution du niveau et de la composition de l'ESP . . . . .	160
9.2.	Ukraine : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05 . . . . .	160
9.3.	Ukraine : évolution de la composition de l'EST . . . . .	160
9.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Ukraine, 1995-2005 . . . . .	163
9.5.	Échanges agroalimentaires de l'Ukraine, 1996-2005 . . . . .	167

## Ce livre contient des...



**StatLinks**

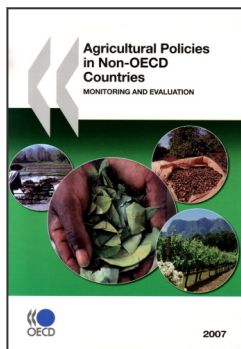
**Accédez aux fichiers Excel®  
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.



Extrait de :

## Agricultural Policies in Non-OECD Countries 2007 Monitoring and Evaluation

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/agr\\_non-oecd-2007-en](https://doi.org/10.1787/agr_non-oecd-2007-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Vue d'ensemble », dans *Agricultural Policies in Non-OECD Countries 2007 : Monitoring and Evaluation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/agr\\_non-oecd-2007-3-fr](https://doi.org/10.1787/agr_non-oecd-2007-3-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).